



Conseil économique et social

Distr. générale
7 décembre 2011
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-cinquième session

22 février-4 mars 2011

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée
générale intitulée : « Les femmes en l'an 2000 : égalité
entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » :
réalisation des objectifs stratégiques et mesures à prendre
dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives**

**Déclaration présentée par l'Association des femmes
africaines pour la recherche et le développement,
la Fédération internationale des femmes juristes,
le Groupe Pivot – Droits et citoyenneté des femmes,
Abantu for Development, Servitas Cameroun,
le Collectif sénégalais des Africaines pour la Promotion
de l'éducation relative à l'environnement, organisations
non gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante qui est diffusée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.6/2011/1.



Déclaration

Déclaration présentée par le Lobby des femmes africaines à l'occasion de la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme sur le thème : « L'accès et la participation des femmes et des filles à l'éducation, à la formation, à la science et à la technologie, y compris pour la promotion de l'égalité d'accès des femmes au plein emploi et à un travail décent ».

Les organisations de femmes africaines, membres du Lobby des femmes africaines :

Considérant le paragraphe 1 de l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui stipule que toute personne a droit à l'éducation;

Considérant également que les États Membres de l'Organisation des Nations unies se sont engagés à présenter l'éducation pour tous comme objectif 2 des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD);

Considérant en outre le paragraphe 3 de l'article 18 du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples qui demande à tous les États d'éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de protéger leurs droits conformément aux déclarations et conventions internationales;

Notant que l'article 12 du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples demande à tous les États de prendre toutes les mesures appropriées pour éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et d'assurer l'égalité des sexes et l'égalité d'accès à l'éducation et à la formation;

Notant également que l'article 12 du Protocole encourage vivement les chefs d'État africains à promouvoir l'éducation des filles et des femmes à tous les niveaux et dans toutes les disciplines et en particulier dans le domaine des sciences et de la technologie;

Notant avec appréciation la décision des chefs d'État africains de reconnaître la décennie 2010-2020 comme la Décennie des femmes africaines et de considérer l'éducation des femmes et des filles comme le point numéro 4 dans la lutte contre les discriminations et les disparités afin d'assurer que les filles et les femmes aient accès à une éducation de qualité supérieure en Afrique;

Notant également avec appréciation que la déclaration des ministres africains chargés de l'égalité des sexes et des affaires féminines adoptée à l'occasion de la réunion consacrée au lancement de la Décennie des femmes africaines du 10 au 15 octobre 2010 à Nairobi met l'accent sur l'élaboration de politiques et de lois nationales en faveur de l'éducation pour tous et de l'alphabétisation des femmes;

Notant avec satisfaction que les recommandations et engagements adoptés par le troisième Congrès des femmes et le premier Congrès sur la jeunesse et la science, la technologie, l'innovation et l'esprit d'entreprise, organisé par le Conseil économique et social en novembre 2010, envisagent la création d'un observatoire sur « Les femmes, les sciences et la technologie en Afrique » et un club pour les jeunes scientifiques destiné à promouvoir des jeunes de talent, en particulier des filles;

Notant avec inquiétude que malgré les conventions et instruments juridiques ratifiés par la plupart des États africains et la déclaration solennelle des chefs d'État

sur l'égalité des sexes, la discrimination à l'égard des filles et des femmes subsiste toujours dans l'éducation, en particulier pour les sujets scientifiques et techniques, et dans le domaine de l'alphabétisation;

Notant que malgré les efforts déployés par la plupart des pays africains en faveur de l'accès des filles à l'éducation primaire, le système d'éducation hérité des colonisateurs est inadapté aux besoins des pays en matière de développement et tributaire de l'exécution de politiques macro-économiques;

Persuadées qu'aucune nation ne peut se développer à moins de donner à sa population, composée majoritairement de filles de femmes, accès à l'éducation et à un travail décent;

Persuadées également que la notion de « travail décent » peut être comprise seulement si la dignité et des filles et des femmes est respectée, c'est-à-dire si elles ont un travail rémunérateur qui renforce l'image de soi, qui répond aux capacités et obligations des familles et qui produit un salaire susceptible de leur permettre d'avoir une vie décente, de satisfaire leurs besoins essentiels (alimentation, logement, santé, transports, éducation etc.) et de les rendre confortables matériellement, moralement et culturellement;

Persuadées enfin qu'un travail décent doit permettre à la femme qui travaille de combiner la vie familiale et les responsabilités professionnelles et lui donner accès à la prise de décisions et aux postes de responsabilité et de commandement;

Résolues à lutter pour l'accès des filles et des femmes à toutes les disciplines et niveaux de l'éducation et de la formation qui leur permettent de s'épanouir dans un travail décent;

Exhortent

L'Union africaine

1. À accélérer la ratification par tous les États africains du **Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples sur les droits de la femme**;
2. La Commission sur les sciences et la technologie de l'Union africaine à mettre en place un observatoire sur «Les femmes, les sciences et la technologie en Afrique » en tant de moyen de mettre en œuvre le point 4 du plan d'action de la Décennie des femmes africaines;
3. La Commission sur les sciences et la technologie de l'Union africaine à créer, dans le cadre du club panafricain de la jeunesse, une section pour les scientifiques, en assurant la participation des filles;
4. À veiller à l'application effective des lois relatives à un travail décent;
5. À créer à l'échelle du continent, en partenariat avec des organisations de la société civile, une chaîne de radio et de télévision et un journal chargés de promouvoir rôle des femmes dans le développement;
6. À aider les pays sortant d'un conflit à jeter les bases d'une éducation durable et à renforcer leurs mécanismes chargés d'instaurer l'égalité et une culture de la paix.

Les États africains à prendre toutes les mesures appropriées en vue :

- D'accélérer l'application de l'article 12 du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples sur les droits de la femme;
- D'élargir les campagnes d'alphabétisation à l'intention des femmes sans distinction d'âge ou de milieu;
- D'élaborer des mesures d'incitation en faveur de la persévérance des filles et des femmes dans les études supérieures, telles que l'enseignement communautaire et le développement de l'infrastructure sociale et l'octroi de bourses d'études et de recherche;
- De promouvoir l'accès des filles et des femmes aux disciplines scientifiques et techniques en vue de réduire les programmes d'études sélectifs;
- D'optimiser les ressources scientifiques et les connaissances endogènes dans le contexte du développement du continent;
- De mettre en place des crèches pour les enfants de moins de 12 mois en vue de permettre aux femmes de donner le meilleur d'elles-mêmes dans leurs activités professionnelles et de formation; et
- De modifier les programmes d'études aux fins d'une réforme radicale des écoles africaines centrée sur la reconstruction de l'identité culturelle des femmes et des hommes qui apprennent et l'établissement d'un lien entre l'école et la vie de la communauté.

ONU-Femmes

- À soutenir les activités de recherche et de sensibilisation en Afrique en vue de :
 - i) Mettre en place des programmes destinés à renforcer la participation des femmes et des filles à l'éducation et à la formation scientifique et technique;
 - ii) Réformer les institutions scientifiques et éducationnelles pour les rendre accessibles aux femmes et aux filles;
 - iii) Promouvoir les analyses sexospécifiques dans les domaines de la science et de la technologie pour assurer la pleine participation des femmes et des filles.

Les partenaires de développement

- À soutenir et à promouvoir les programmes découlant de ces recommandations.
-